

Les femmes de la diaspora subsaharienne de Belgique

Rédigé le 19 septembre 2014 par : Jennifer-Christelle Essolomwa Botewa



Depuis les années 90', on assiste à une féminisation du phénomène de migration. En 2010, selon les statistiques officielles des Nations Unies, elles représentaient près de 50% de l'effectif totale des migrations internationales.

Il convient néanmoins de nuancer le propos dans la mesure où la prise en compte des femmes dans les calculs de migration internationale ne s'opère qu'à partir des années 1980. En effet, l'immigration des femmes étaient jusqu'alors circonscrite au cas du regroupement familial qui limite leur insertion sur le marché du travail.

Migration internationale : évolution et révolution

Si l'Afrique reste avec le monde arabe, une région où la part des femmes dans l'effectif migrant reste marginale, l'augmentation des flux migratoires à l'échelle du globe contribue largement à une révolution des structures sociales, culturelles et économiques dans les pays tant d'origine que les pays d'exil. A l'échelle du continent africain, on estime à plus de 30 millions, le nombre de personnes ayant officiellement quitté l'Afrique subsaharienne et du Nord^[1].

Ce nouveau visage de l'immigration soulève de nombreuses interrogations dans la mesure où les femmes sont plus souvent victimes de violences physiques ou sexuelles ou d'abus de

pouvoir sur le marché du travail. En effet, souvent isolées, leur méconnaissance des structures d'appui (système de santé, syndicats,...) font d'elles des proies de premier choix.

Immigration subsaharienne en Belgique : histoire et évolution

A l'échelle nationale, les premières vagues d'immigration subsaharienne remontent aux années 60. Essentiellement masculines, elles se composent d'étudiants issus des ex-colonies belges (RD. Congo, Rwanda, Burundi) dont le séjour est limité à la durée des études. Si le statut social des premières migrantes se limite pour la plupart à celui de femme au foyer, elles ont cependant un rôle actif dans l'intégration des hommes sur le marché du travail. En effet, le foyer constitue un « lieu d'amortissement de l'impact du changement culturel »^[2]. On assiste au cœur des années 90' à une diversification des trajectoires migratoires. Étudiantes, diplômées ou encore réfugiées, les raisons du départ sont souvent motivées par le besoin d'augmenter leur revenu ou de jouir d'une plus grande autonomie.

Ces femmes sont souvent contraintes à suppléer financièrement aux besoins des leurs restés au pays. Ces transferts de fonds sont onéreux étant donné que les frais d'envoi dépassent généralement 10% de la somme^[3]. Néanmoins, ils constituent un moyen de diversification des revenus pour les ménages des pays d'origine. Pour celles qui s'installent définitivement dans le pays d'accueil, commence le combat pour leur reconnaissance comme actrices à part entière de la société.

Intégration sociale, professionnelle et culturelle : une nouvelle vision du féminisme

Si le féminisme est souvent perçu comme un mouvement militant homogène, c'est parce qu'il appartient à une tradition de luttes sociales, qui porte en étendard la question de l'émancipation des femmes. Courant intellectuel et politique par essence, son expression contemporaine s'inscrit au sein de sociétés plurielles où la polarisation des débats autour des questions d'intégration implique la prise en compte des aspects liés au genre, à la

classe sociale et à l'identité culturelle des individus. Dans cette perspective, poser la question du féminisme dans la diaspora africaine c'est interroger les trajectoires de ces femmes qui vivent en double culture.

Selon Céline Kula-Kim, dans son ouvrage « les africaines en immigration et la création d'entreprise », l'emploi reste le meilleur moyen d'intégration pour une femme dans la mesure où il lui confère un statut social et un salaire. Malheureusement, beaucoup d'entre elles, pourtant diplômées, rencontrent des difficultés à trouver un emploi en adéquation avec leur formation. Elles se concentrent alors dans des emplois touchant au domaine des soins de santé. Ces opportunités professionnelles sont liées d'une part à une pénurie de main-d'œuvre et de l'autre à un vieillissement accrue de la population locale.

Au-delà des discriminations liées au genre, elles ont à cumuler une discrimination ethnique sur le marché de l'emploi. Cette double stigmatisation induit la difficulté pour les migrantes d'origine africaine de s'identifier pleinement aux postures du féminisme traditionnel.

La discrimination du genre s'observe tant au niveau professionnel qu'au niveau communautaire. En effet, dans la société subsaharienne, le rôle de pourvoyeur du ménage est attribué à l'homme. Dans son article « féminisation de la migration », le Dr Fanneke Reysoo souligne que le phénomène de migration a contribué à une réforme des rôles des hommes et des femmes, ces dernières accédant au statut de chef de famille. Cependant, elles sont souvent prises entre l'urgence de l'intégration et le respect de la tradition.

Associativisme migrant

C'est sur ces thématiques que naissent les associations de femmes africaines. Regroupées en fonction de leur lieu d'origine, elles représentent des espaces de dialogue entre ces femmes mais aussi entre les pouvoirs publics et leurs communautés d'origine. Leurs actions couvrent des domaines divers allant de l'éducation aux questions de citoyenneté pour les nouveaux arrivants, aux échanges d'expérience en passant par la mise en place de projets de coopération au développement.

Ces associations de femme ancrent le débat du féminisme dans le quotidien, tentant d'être le trait d'union entre volonté d'insertion et interculturalité.

Il va de soi que le féminisme dans la diaspora africaine contribue à une meilleure compréhension des multiples facettes de la multiculturalité.

Evolution sémantique de la notion de diaspora

La notion de « diaspora », dans son emploi sémantique, renvoie à l'historiographie judéo-chrétienne. Ainsi, l'exil du peuple juif hellénistique à Babylone au 5^{ème} siècle avant Jésus-Christ, cimente jusqu'au début des années 80, le discours diasporique. A savoir, un concept s'inscrivant au sein du dyptique Mémoire-Territoire[4] ; « maintien d'une mémoire collective du lieu d'origine, par-delà la dispersion, et, désir de retour à la terre nourricière. A l'heure de la mondialisation et des réformes socio-économiques, l'utilisation du terme tend à s'affranchir de sa connotation ethno-religieuse, pour s'étendre à des aires sémantiques plus larges. A ce titre, ses usages modernes s'inscrivent dans la réalité des mouvements migratoires contemporains.

Ainsi que le soulignait Stéphane Dufoix dans son ouvrage « *La Dispersion, une histoire des usages modernes du mot diaspora* »[5], la rémanence de cette notion dans le discours public et académique épouse les méandres d'un monde où l'identité du migrant se sédimente autour de la transnationalité soit « des communautés composées d'individus établis au sein de différentes sociétés nationales, qui agissent à partir des intérêts et des références communs (territoriales, religieuses, linguistiques), et qui s'appuient sur des réseaux transnationaux pour renforcer leur solidarité par-delà les frontières nationales »[6]

[1] <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/ratha.pdf>. Site web consulté le 20/06/2014.

[2] https://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/demo/documents/31._Sophie_Vause.pdf. Site

web consulté le 20/06/2014.

[3] <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/ratha.pdf>. Site web consulté le 20/06/2014.

[4] <http://www.diasporiques.org/bordes.pdf>. Site web consulté le 24/06/2014.

[5] DUFOIX S., 2012. *La Dispersion, une histoire des usages modernes du mot diaspora*. Editions Amsterdam.

[6] Kastoryano R., 2000, « Immigration, communautés transnationales et citoyenneté ». *Revue Internationale des Sciences Sociales*.



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120